



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 24 SEPTEMBRE 2015

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Ingénierie Territoriale et
Infrastructures

L'an deux mille quinze le vingt quatre septembre à dix huit heures trente, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	60

Objet de la
délibération:

**Convention maîtrise
d'ouvrage voiries
CAD - Trans-en-
Provence**

PRÉSENTS :

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Alain PARLANTI, Bernard CHILINI, Liliane BOYER, Valérie MARCY, Gilbert GALLIANO, Raymond GRAS, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Frédéric MARCEL, Franck AMBROSINO, Anne-Marie AMOROSO, Alain BOUCHER, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Bernard CHARDES, Anne-Marie COLOMBANI, Brigitte DUBOUIS, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Françoise LEGRAIEN, Fabrice MAGAUD, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

REPRÉSENTÉS :

Gérald PIERRUGUES pouvoir à Yves BACQUET, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Jutta AUGUIN pouvoir à André MENET, Christine CHALOT-FOURNET pouvoir à Nathalie GONZALES, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Alain HAINAUT pouvoir à Brigitte DUBOUIS, Yves LE POULAIN pouvoir à Valérie MARCY, Grégory LOEW pouvoir à Sophie DUFOUR, Thierry PESCE pouvoir à Régis ROUX, David SONNEVILLE pouvoir à Alain VIGIER

ABSENTS :

Gilbert BOUZEREAU, Florence LEROUX, Sandrine MARY-BOUZEREAU

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

RAPPORTEUR : Monsieur Alain PARLANTI

Communauté d'Agglomération
Dracénoise

Affiché le 01.10.2015

Transmis le : 01.10.2015

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Lors des inondations de juin 2010, la commune de Trans en Provence a été fortement impactée. Afin de procéder à la remise en état des voiries endommagées, un programme de réfection doit être lancé pour les voiries communales mais aussi les voiries intercommunales transférées à la Communauté d'Agglomération Dracénoise au titre des zones d'activités reconnues d'intérêt communautaire.

Pour mener à bien une opération relevant de leur maîtrise d'ouvrage respective, dans le but d'optimiser et de mieux coordonner les travaux nécessaires, la Commune de Trans en Provence et la Communauté d'Agglomération Dracénoise ont décidé de s'associer.

Les deux parties s'entendent pour désigner la commune de Trans en Provence comme maître d'ouvrage de l'opération.

C'est l'objet de la convention jointe à la présente délibération qui a pour objet de définir le rôle de chacun des partenaires ainsi que l'organisation technique et financière.

En conséquence, il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir:

- Approuver la convention ci-jointe, entre la Communauté d'Agglomération Dracénoise et la commune de Trans en Provence pour assurer la maîtrise d'ouvrage dans le cadre d'un programme de réfection des voiries endommagées lors des inondation de juin 2010.
- Autoriser Monsieur de Président à signer ladite convention au nom de la Communauté d'Agglomération Dracénoise.

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré A L'UNANIMITE, décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 24 septembre 2015

Olivier AUDIBERT-TROIN



Olivier Audibert-Troin

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.

CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE DESIGNEE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de Trans en Provence, représentée par son Maire, dûment habilité par une délibération du conseil municipal en date du _____ et désigné ci-après « le Maître d'ouvrage désigné »

d'une part,

ET :

La Communauté d'Agglomération Dracénoise représentée par son Président, dûment habilité par une délibération du Conseil Communautaire en date du _____ et désigné ci-après « la C.A.D. »

d'autre part,

PREAMBULE :

La Commune de Trans en Provence et la Communauté d'Agglomération Dracénoise ont été fortement impactées par les inondations survenues en juin 2010.

Dans le cadre d'un programme de réfection des voiries endommagées, elles ont décidé de s'associer pour mener à bien une opération relevant de leur maîtrise d'ouvrage respective dans le but d'optimiser et de mieux coordonner les travaux nécessaires.

En effet, outre des voiries communales, le projet concerne la réfection de voiries intercommunales transférées au titre des zones d'activités reconnues d'intérêt communautaire.

Les deux parties s'entendent pour désigner la commune de Trans en Provence comme maître d'ouvrage de l'opération.

La présente convention a pour objet de définir le rôle de chacun des partenaires.

Transmis le : ...07.10.2015.....
au Représentant de l'Etat,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 Mars 1982

Article 1 : OBJET DE LA PRESENTE CONVENTION

Il est constitué entre les parties à la présente convention une maîtrise d'ouvrage désignée au sens de l'article 2 de la loi MOP du 12 juillet 1985 modifié par l'ordonnance n° 2004-566 du 17 juin 2004.

La commune de Trans en Provence est désignée comme maître d'ouvrage de l'opération.

La maîtrise d'ouvrage ainsi constituée réalise un ensemble de travaux de voirie concernant principalement :

- ▣ Chemin de Menenpenty
- ▣ Voirie intérieure zone carrefour

Le programme de l'opération est annexé à la présente convention.

La Commune de Trans en Provence a passé un marché public à bons de commande pour la réfection des voiries suite aux inondations de 2010. Le programme bénéficie d'une subvention au titre du programme 122 de l'Etat.

Une partie des voiries bénéficiant du programme de réfection fait désormais partie du patrimoine de la CAD au titre de sa compétence Développement Economique – Zone d'activités économiques d'intérêt communautaire.

La CAD et la commune de Trans en Provence souhaitent dans le cadre d'une gestion optimisée des dépenses publiques que ce programme de réfection puisse se faire de manière concomitante.

En conséquence, la CAD confie à la Commune de Trans en Provence, qui l'accepte, la maîtrise d'ouvrage de la partie de l'opération correspondant à la réfection des voiries de la ZAE du Plan, étant entendu que la Commune de Trans en Provence est elle-même maître d'ouvrage de la partie concernant la réalisation de l'ensemble du programme 122.

Article 2 : MISSIONS DU MAITRE D'OUVRAGE DESIGNÉ

Conformément aux textes en vigueur, la désignation de la commune de Trans en Provence comme maître d'ouvrage unique de l'opération s'entend comme un transfert temporaire de la maîtrise d'ouvrage de la CAD.

A ce titre, le maître d'ouvrage désigné exercera toutes les attributions attachées à la qualité de maître d'ouvrage de l'opération, et en particulier, il lui appartient notamment de :

- dans le respect du Code des marchés publics et des textes pris pour son application, organiser l'ensemble des opérations de sélection des cocontractants dans le cadre de la passation des marchés nécessaires à la réalisation de l'opération, signer, notifier les marchés et suivre leur exécution,
- ▣ engager l'ensemble des procédures nécessaires à l'obtention des autorisations administratives de l'opération,
- gérer les demandes de subventions (constitution des dossiers techniques et administratifs nécessaires à l'obtention des subventions),
- gérer les éventuelles mises en cause des responsabilités et éventuels contentieux liés à l'exécution des marchés.
- ▣ envoyer les documents et marchés relatifs à l'opération et devant être transmis au contrôle de légalité.

De manière générale, la Commune de Trans en Provence se voit conférer les droits et obligations de maître d'ouvrage pour tout ce qui concerne le déroulement de l'opération, notamment dans les domaines :

- Administratif,
- Financier,
- Juridique,
- Technique.

Article 3 : FINANCEMENT DE L'OPERATION

Le programme de l'opération est défini en annexe à la présente convention.

L'enveloppe financière estimative est de **353 126,50 € HT**

La répartition des financements se décompose comme suit :

- Commune de Trans en Provence : **244 434,50 € HT**
- CAD : **108 692 € HT**

Le montant de la participation de chaque partie sera révisé en fonction du coût réel constaté à l'achèvement des prestations nécessaires à la réalisation de l'opération, déduction faite des subventions éventuelles.

Dans le cas où des éléments nouveaux le rendraient nécessaire, des ajustements ou des améliorations significatives du programme pourront être proposés. Toutefois, si l'une des constatations ou des propositions de la Commune de Trans en Provence conduit à remettre en cause le programme, l'organisation de la maîtrise d'ouvrage en général ou augmenter l'enveloppe financière prévisionnelle, cette dernière ne peut se prévaloir d'un accord tacite avec la CAD et doit donc obtenir l'accord express de cette dernière.

La commune de Trans en Provence procèdera aux recouvrements des subventions auprès des financeurs institutionnels.

Article 4 : ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

Chaque membre de la maîtrise d'ouvrage désignera respectivement un ou des référents pour l'opération. Ces référents constituent l'équipe de direction des opérations concernées pour l'application de la présente convention. Ils auront entre autres, la charge de requérir les décisions de leur hiérarchie respective.

La commune de Trans en Provence organisera de façon régulière des réunions avec la CAD afin de lui permettre de suivre l'avancement de l'opération.

La CAD peut également demander la tenue d'une réunion. A cette fin, une demande sera adressée par fax ou par courrier à la commune de Trans en Provence en précisant les points à aborder. Cette dernière organisera la réunion dans un délai maximum de 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande.

Article 5 : REGLEMENT DES DEPENSES DE L'OPERATION

5.1 – Paiement des dépenses :

Le maître d'ouvrage désigné assurera le paiement aux entreprises, aux prestataires, aux tiers, aux fournisseurs de toutes les dépenses destinées à être incluses dans le bilan définitif de l'opération.

5.2 – Echéances des versements de la participation de la CAD :

La commune de Trans en Provence adressera un titre de recette à la Communauté d'agglomération Dracénoise à l'achèvement des travaux sur la base des travaux réalisés, vérifiés et acquittés. A ce titre, seront joints un état des dépenses effectuées et des recettes encaissées visé par le comptable public, ainsi que la copie des pièces concernées.

En tout état de cause, le montant exigé, versé par la CAD ne pourra excéder la répartition des dépenses prévue à l'article 3.

Article 6 : CONTROLE FINANCIER ET COMPTABLE

La commune de Trans en Provence communiquera à la CAD copie de toutes les pièces et contrats concernant l'opération.

Article 7 : CONTROLE ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Le maître d'ouvrage désigné informe régulièrement la CAD de l'avancement de l'opération et lui transmet l'ensemble des informations lui permettant d'exercer un suivi *effectif* du déroulement de l'opération et un contrôle de chaque étape.

Notamment, la CAD sera destinataire:

- Pour tous les marchés publics passés par le maître d'ouvrage désigné dans le cadre de la réalisation de l'opération:
- Des dossiers de consultation des marchés,
- Des rapports d'analyse des *offres*,
- Des Procès-Verbaux de choix des attributaires des marchés par le jury, le représentant du pouvoir adjudicateur ou la CAO,
- De la copie des marchés notifiés et des éventuels avenants.
- En sus de ces documents, seront transmis à la CAD : les Comptes rendus des réunions techniques et de suivi du chantier; les Procès-Verbaux de réception et de levée des réserves des travaux;
- toute autre pièce éventuellement nécessaire au suivi de cette opération.

La CAD doit faire connaître son accord ou ses observations dans le délai de 5 jours après réception du compte rendu ainsi défini. A défaut, elle est réputée avoir accepté les éléments du dossier remis par le maître d'ouvrage désigné.

En fin de mission, le maître d'ouvrage désigné établira et remettra à la CAD un bilan financier de l'opération qui comportera le détail de toutes les dépenses et recettes réalisées, accompagné de l'attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements résultant des pièces justificatives et la possession de toutes ces pièces justificatives. Le bilan financier deviendra définitif après accord de la CAD.

Article 8 : RECEPTION DES TRAVAUX

La réception des travaux phase par phase sera effectuée sous la responsabilité de la commune de Trans en Provence pour les procédures administratives avec l'assistance de la CAD pour les aspects techniques relevant de sa compétence.

Article 9 : PRISE D'EFFET

La présente convention prend effet à la date de son rendu exécutoire.

Article 10 : ACHEVEMENT DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue à compter de sa notification à la CAD jusqu'au parfait achèvement des travaux concernés par l'opération.

La présente convention se poursuivra au-delà de l'année de parfait achèvement dans le cas où d'éventuelles levées de réserves devraient être effectuées après ce délai ou (et) dans le cas où des situations contentieuses impliquant des tiers seraient apparues en cours ou en fin d'opération. La gestion des contentieux éventuels sera sous la responsabilité de la Commune avec l'assistance de la CAD.

Un constat d'achèvement de l'opération sera rédigé par le maître d'ouvrage désigné et soumis pour accord à la CAD.

Au terme de la convention, chaque signataire recouvrera l'ensemble de ses attributions et responsabilités de maître d'ouvrage.

Article 11 : RESILIATION - SANCTION

Si l'une des parties à la présente convention est défaillante ou ne respecte pas ses obligations, et après mise en demeure infructueuse, l'autre peut en demander la résiliation dans un délai de trois mois et après une tentative de conciliation formalisée.

En cas de résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par le maître d'ouvrage désigné.

Fait à..... Le.....
En deux exemplaires

Pour la Commune de Trans en Provence

Jacques LECOINTE
Maire

Pour la C.A.D

Olivier AUDIBERT-TROIN
Président
Député du Var

